

L'ARMÉE DE L'OMBRE DE TARIQ RAMADAN

PAR ÉTIENNE GIRARD ET ANNA BRETEAU

Les comités de soutien de Tariq Ramadan se mobilisent de façon méthodique et acharnée pour obtenir la libération du prédicateur, incarcéré pour viols. Ces alliés de longue date, qui dénoncent un complot contre l'islamologue, viennent d'obtenir le limogeage de son avocat.

Les comités de soutien de Tariq Ramadan ont une définition particulière de l'omerta. Ce jeudi 22 mars, la soirée « Briser les murs du silence », que l'Union française des consommateurs musulmans (UFCM) organise dans ses locaux lyonnais, n'a pas pour thème les témoignages de trois plaignantes sur les comportements privés supposés du prédicateur, actuellement mis en examen pour viols et incarcéré à Fresnes. La poignée de fidèles présents est exclusivement venue pour affirmer son soutien inconditionnel à l'enseignant musulman, que beaucoup ne nomment que précédé du qualificatif respectueux de « professeur ».

Sous le patronage du président de l'association, Yamin Makri, qui cadre les débats, micro autour de l'oreille, on s'indigne en groupe devant le traitement infligé par la justice au petit-fils de Hassan el-Banna, le fondateur des Frères musulmans. Tous ne voient dans cette affaire de viols qu'une nouvelle preuve accablante de la prétendue guerre menée aux musulmans par l'État. « *La France, c'est pas vrai, c'est pas pour nous. Liberté, égalité, fraternité, c'est pas pour nous* », clame une dame, des trémolos dans la voix. « *Si on doit crier notre cri, on va fracasser les murs !* Ce

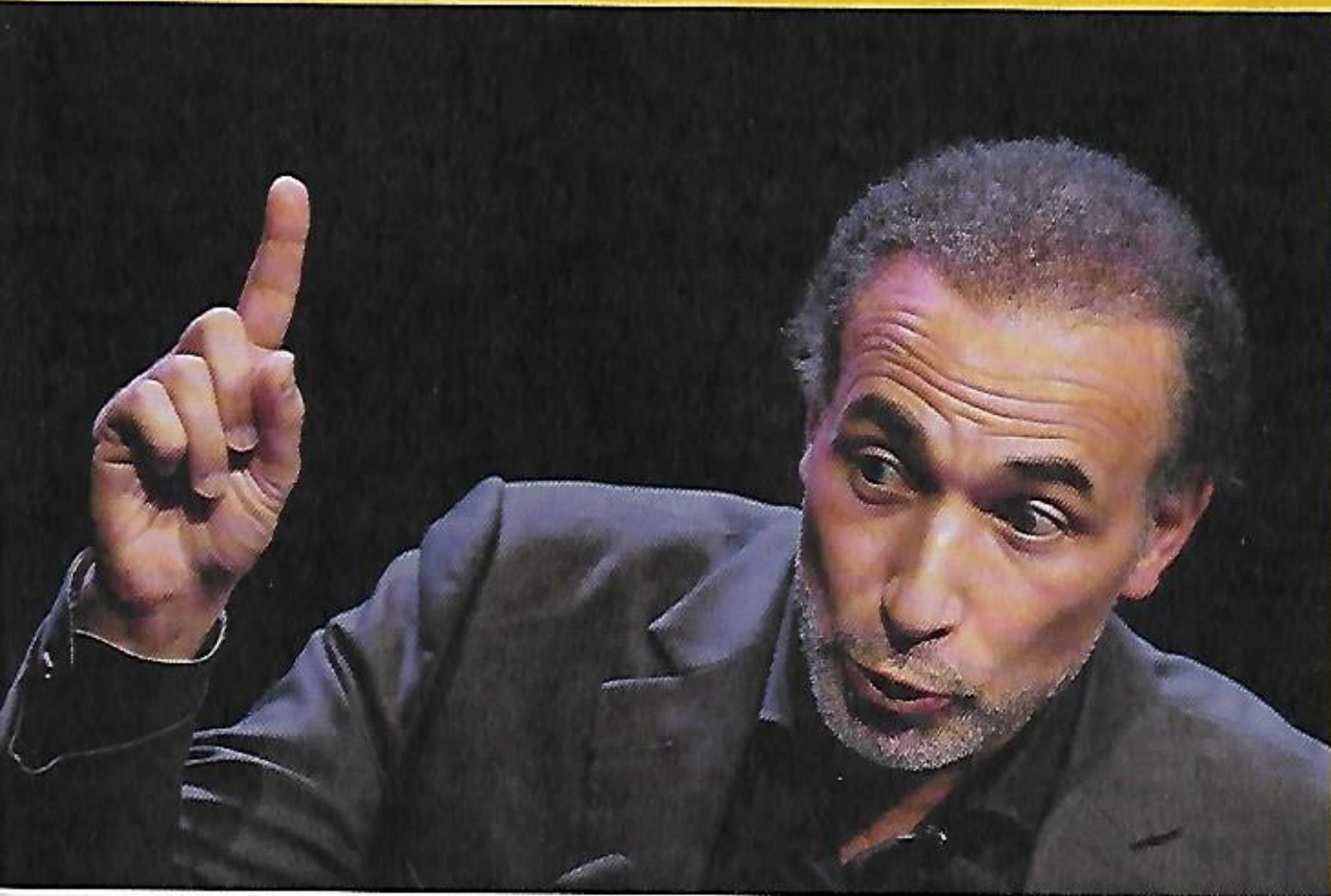
silence, c'est incroyable, ce qui se passe là, c'est inadmissible », enchaîne un jeune homme très remonté.

A aucun moment, pendant l'heure et demie d'échanges, il ne sera question des plaintes, ces viols sordides que trois femmes racontent avoir subis, détails à l'appui, de la part du prédicateur, entre 2009 et 2014. Ni des calomnies et menaces dont elles sont victimes depuis qu'elles ont eu le courage de parler. Un drapeau de la Palestine dans le dos, Yamin Makri élude, accrédite l'idée que l'enquête n'est qu'une machination politique. Loin de calmer les ardeurs, cet ami proche de Tariq Ramadan compare le sort du théoricien musulman à celui d'un « martyr », au peuple de Ramallah. « *On vit avec Tariq ce que les familles palestiniennes vivent au quotidien* », ose-t-il. Surtout, l'associatif encourage chacun à donner quelques euros pour la défense de Tariq Ramadan. « *La récolte de fonds, c'est très important, parce que ça va nous coûter très très cher d'avoir des avocats honnêtes, indépendants et compétents* », plaide-t-il.

Cet appel à contribution connaît un vrai succès. Une première levée de fonds, lancée le 22 février par « Free Tariq Ramadan Campaign », le principal groupe de soutien au prédicateur (54 000 suiveurs sur Facebook), opportunément accompagnée d'une interview de l'épouse de l'essayiste, Imane Ramadan, a réuni 107 000 € en quatre jours. Une deuxième cagnotte, démarrée le 16 mars et cette fois adossée à une vidéo réalisée par Tariq Ramadan lui-même, quelques jours avant son interpellation, avait dépassé les 55 000 € ce mercredi 28 mars.

Tweets et propagande

L'opération reprend les recettes mises en pratique depuis le 21 octobre 2017, date de la première plainte pour viol d'Henda Ayari. Très rapidement, une intense campagne de préservation de la réputation de Tariq Ramadan se déploie sur les réseaux sociaux. Interviews de proches de l'universitaire, vidéos sur les prétendues zones d'ombre de l'affaire, points sur son état de santé... Comme s'il s'agissait de tenir en haleine la communauté des fans de Tariq Ramadan.



la constellation de comités, d'associations et de blogs qui soutiennent l'islamologue apportent chaque jour son lot de soi-disant « révélations » censées démontrer le scandale en cours.

Pour nourrir cette opération de propagande de grande ampleur, le soutien des « ramadanistes » est sollicité, quelle que soit sa forme. Sur les principales pages de soutien à l'enseignant, les internautes sont ainsi encouragés à envoyer des e-mails types aux médias qui couvrent l'affaire, afin de se plaindre du traitement de l'enquête. L'accroche, invariable ? « *Bonjour, à l'intention de l'équipe de rédaction, par la présente, je viens vous signifier mon total désaccord avec la manière non professionnelle dont vous traitez actuellement les accusations dirigées à l'encontre du Pr Tariq Ramadan.* » Durant le mois de février, Marianne a par exemple reçu plus de 200 mails pointant une prétendue « campagne de diabolisation du Pr Ramadan ».

Si la campagne de défense de Ramadan rencontre un vrai écho sur le Web, ses animateurs ne dépassent pas le cadre de sa garde rapprochée historique.

Les plus à l'aise sur les réseaux sociaux sont même invités à participer à des *tweetstorms*, des tornades de messages organisées à heure fixe sur Twitter, afin de faire basculer le nom de l'islamologue parmi les « sujets en vogue » du réseau social. Les chiffres disponibles sur Twitter témoignent de l'engagement délirant des supporters de l'essayiste incarcéré. Du 2 au 9 mars, 15 100 tweets mentionnant le slogan #FreeTariqRamadan ont ainsi été publiés par... 650 comptes. Soit plus de 23 tweets par internaute. Du 12 au 18 mars, 6 300 tweets mentionnant la libération de l'islamologue ont été émis par 280 comptes, pour un ratio équivalent.

Pour l'amour des "faits"

Si la campagne de défense de Tariq Ramadan rencontre un vrai écho sur le Web – chaque vidéo relayée par le compte de l'universitaire est vue plus de 100 000 fois sur les réseaux sociaux –, le cercle de ses animateurs ne dépasse pas le cadre de la garde rapprochée historique de l'enseignant. Derrière les organisations les plus actives, comme la Free Tariq Ramadan Campaign ou Résistance et alternative (10 000 suiveurs sur Facebook), on retrouve en effet un carré de fidèles de l'islamologue... qui ne mettent jamais en avant leurs liens d'amitié dans leurs publications. Leur méthode ? Marteler leur amour des « faits », de la justice et de l'Etat de droit, à la manière de leur mentor qui s'est toujours présenté comme un intellectuel modéré. >

IL FAUT SAUVER FRÈRE TARIQ

Levées de fonds, campagne sur Twitter, mailing à la presse, enquêtes privées... Tous les moyens sont bons pour dénoncer un hypothétique "complot" contre le "professeur". Ici, lors d'une conférence à Lille, le 7 février 2016.

Michel Spingler / AP / Sipa

➤ Au sein de cette équipe surmotivée, Yamin Makri est un des plus investis. Pas surprenant, puisque ce chirurgien-dentiste de formation s'attelle à diffuser les idées de Tariq Ramadan depuis trente ans. Cofondateur en 1987 de l'Union des jeunes musulmans (UJM) – qui a largement promu la pensée de Tariq Ramadan en l'invitant tous les ans ou presque à des conférences –, il est depuis le début des années 90 le directeur des éditions Tawhid, qui publie le moindre ouvrage de Tariq Ramadan ou de son très radical frère Hani, interdit de territoire français en 2017. Désormais porte-parole de l'Union française des consommateurs musulmans (UFCM), sorte d'observatoire du marché du halal en France, Makri ne se cache pas d'être un des animateurs de la « Free Tariq Ramadan Campaign ». Depuis le 2 février, il est également le coprésident de l'association Résistance et alternative. Le but officiel de

“Si les choses évoluent aussi négativement, manifester ne sera pas suffisant. Il faudra occuper des locaux, [...] créer des perturbations.” Yamin Makri

cette organisation ? « Résister à des sociétés qui nous déshumanisent et nous considèrent comme de simples marchandises. » En réalité, il s'agit surtout de défendre la cause de Tariq Ramadan, comme les publications quotidiennes du compte Facebook de l'association l'attestent.

La faute... au « sionisme international »

Cette page est gérée par Siham Andalouci, une autre fidèle de Tariq Ramadan, que *Libération* présente comme son ex-assistante. Salariée des éditions Tawhid, cette ancienne militante du parti Les Verts cosigne, le 8 novembre dernier, une lettre ouverte d'« appui total » à Tariq Ramadan, sur un blog de Mediapart, sous le nom d'« Esprits libres ». Le 26 novembre, ce même blog publie le témoignage d'une femme présentée comme une ex-belle-sœur d'Henda Ayari, mettant en évidence, avec diverses anecdotes, la prétendue instabilité et la faible vertu de la plaignante. Il est rapidement supprimé.

Parmi ses différentes casquettes, Siham Andalouci est depuis quelques années la conseillère informelle de nombreux footballeurs professionnels désireux de s'investir dans la religion musulmane. Parmi eux, l'international français Abou Diaby, Jacques Faty, ou le Franco-Malien Frédéric Kanouté. Autant de champions qui figurent parmi les signataires de la

pétition « Pour une justice impartiale et égalitaire » publiée sur un blog de Mediapart, laquelle s'inquiète d'un « traitement judiciaire d'exception à l'endroit de Tariq Ramadan ».

Cette amie de l'islamologue est également la fondatrice de l'association Juste cause, créée en 2002, afin de récolter les 36 000 € de frais d'avocats dont avait besoin Tariq Ramadan pour un procès en diffamation contre le politologue Antoine Sfeir et le magazine *Lyon Mag*. « Une campagne est lancée pour couvrir des frais s'élevant à près de 50 000 € aujourd'hui », expliquait alors l'équipe de l'islamologue, dans une rhétorique en tous points similaire à celle développée aujourd'hui. Selon le journal *Nord-Eclair*, cette association a d'ailleurs été récemment réactivée pour aider une nouvelle fois le prédicateur à payer ses conseils en justice. Le RIB de Juste cause circulerait ainsi actuellement dans les milieux amis.

Parmi ces lieutenants en chef de Tariq Ramadan, Nabil Ennasri occupe lui aussi une place de choix. En 2018, il a soutenu une thèse sur Youssef al-Qaradawi, le maître à penser des Frères musulmans égyptiens, sous la direction du chercheur François Burgat, ami de l'islamologue actuellement en détention. Également président du Collectif des musulmans de France, une association satellite de l'UMF et membre du bureau de l'UFCM, Ennasri ne ménage pas sa peine pour défendre Ramadan. Le 15 février, puis le 21 février, il publie sur les réseaux sociaux deux longues vidéos – vues 160 000 et 200 000 fois – dans lesquelles il se fait fort de démontrer le caractère éminemment « politique » de l'affaire. Son premier argument ? Tariq Ramadan disposerait d'un alibi en béton pour le viol allégué par « Christelle », qui se serait produit à dans un hôtel de Lyon, le 9 octobre 2009 dans l'après-midi. « Tariq Ramadan a apporté au dossier un billet d'avion prouvant qu'il n'a atterri à l'aéroport de Lyon qu'à 18 h 35. Dans ces conditions, comment Tariq Ramadan se serait rendu coupable de viol dans l'après-midi alors qu'il n'a pu être à l'hôtel que dans la soirée ? » croit-il bon de questionner dans sa vidéo du 15 février. C'est faux ! Le 8 mars, l'actuel président de l'UJM Yassine Djemel a indiqué aux policiers être allé chercher l'islamologue, qui devait donner une conférence dans la capitale des Gaules, à l'aéroport à 11 h 15 ce jour-là. L'alibi s'est effondré. Pas si facile, d'être « factuel »...

Ce rebondissement n'a toutefois pas entravé la conviction de cette petite troupe sur l'existence d'un complot anti-Ramadan. Quand bien même ils affirment s'appuyer exclusivement sur des éléments objectifs, tous les faits défavorables à Tariq Ramadan sont, pour cette phalange, imputables à une conspiration politique. La plainte d'Henda Ayari ? Un mauvais coup du « sionisme international » puisque « le site en ligne pro-sioniste Europe-Israël recevra 5 % de commission sur les ventes de l'ouvrage d'Henda Ayari » (l'Union française des consommateurs musulmans et Yamin

LES SOUTIENS DE RAMADAN

ALI RAHNI

- Trésorier de Juste cause
- Porte-parole du Collectif des musulmans de France
- Fondateur de Rencontre et dialogue



SIHAM ANDALOUCI

- Ex-assistante de Tariq Ramadan
- Fondatrice de l'association Juste cause
- Gérante de la page "Résistance et alternative"
- Editrice à Tawhid

NABIL ENNASRI

- Président du Collectif des musulmans de France
- Membre du bureau de l'UFCM



YAMIN MAKRI

- Fondateur des éditions Tawhid
- Porte-parole de l'Union française des consommateurs musulmans (UFCM)
- Cofondateur de Présence musulmane

DR - YouTube - Thibaud Meitz / IP3 / MiroPPP

Makri, le 23 octobre 2017). Le message est même relayé par Tariq Ramadan lui-même (avant qu'il ne le supprime). Tant pis s'il suffit de se rendre sur le site Europe-Israël pour s'apercevoir que les 5 % de commission sont reversées par Amazon et concernent... tous les livres mis en avant sur cette plate-forme. L'avocat Yassine Bouzrou, qui n'a pas réussi à faire libérer le prédicateur ? Un conseil « *malfaisant* », qui « *ne travaillait pas pour la cause de Tariq* » (Yamin Makri, le 22 mars). Il a été limogé mardi 20 mars par Tariq Ramadan et son comité de soutien, et remplacé par Emmanuel Marsigny.

Surveillance et enquêtes privées

Le parquet de Paris, qui a demandé l'incarcération de Tariq Ramadan, est également suspect de manigance, car « *le procureur est un juge antiterroriste. On se demande ce que vient faire un juge antiterroriste dans une affaire qui est soi-disant une affaire de mœurs* » (Yamin Makri, le 22 mars). Peu importe que François Molins, le procureur de la République de Paris, visé par l'éditeur, soit en réalité le référent hiérarchique de toutes les affaires pénales à Paris...

Cette théorie du complot assumée conduit même les amis de Tariq Ramadan à... faire suivre certaines personnes, afin de prouver leur implication dans

l'affaire. C'est en tout cas ce qu'a déclaré Yamin Makri lors de la réunion du 22 mars, lorsqu'on l'a interrogé sur l'usage de la cagnotte : « *Il y a des personnes dans et en dehors de la communauté musulmane qui sont impliquées, on le sait. Donc on est obligé de faire des enquêtes privées sur ces personnes-là et ça coûte de l'argent. On fait de la surveillance sur ces personnes.* »

Ces soutiens inconditionnels de l'universitaire ne se fixent d'ailleurs que très peu de limites. Ce même soir, l'éditeur, que l'assistance pressait d'appeler à une manifestation pro-Ramadan, a ainsi envisagé de déclencher des troubles publics si l'islamologue n'est pas prochainement libéré : « *Si les choses évoluent aussi négativement que maintenant, manifester ne sera pas suffisant. Il faudra occuper des locaux, il faudra intervenir dans des rassemblements officiels où il y aura un ministre ou même le président qui sera présent. Il faudra créer des perturbations.* »

Pendant ce temps, Henda Ayari, la seule plaignante à avoir témoigné à visage découvert, continue à essayer des messages d'insultes sur les réseaux sociaux. On lui reproche d'être une « *menteuse* », une femme de faible vertu ou « *à la botte des juifs* ». Autant de calomnies et d'injures accréditées, à un moment ou à un autre, par les groupes de soutien à l'islamologue star. ■ É.G. ET A.B.

inter

Hélène Roussel le 5/7

avec, tous les lundis, Renaud Déty,
Directeur de la rédaction de

Marianne